

## **Éditorial : 2011 est-elle l'année providentielle?**

S'il faut en croire les communiqués émanant des dirigeants du G-20 et de l'APEC le week-end dernier, il est temps que les négociateurs s'efforcent sérieusement de conclure le Cycle de Doha l'année prochaine, car il aborde sa 10<sup>e</sup> année en 2011; les dirigeants ont donc enjoint à leurs négociateurs commerciaux respectifs de tirer parti des récents « progrès » réalisés pendant les séances de remue-ménages et d'accélérer le rythme afin d'exploiter intégralement le créneau de « conjoncture favorable » rétréci de 2001. Pourtant, par le passé, les déclarations politiques n'ont pas porté fruit – il suffit de songer à l'échec de l'ALE KORUS, pour lequel ni le président Obama ni le président Lee Myung-bak n'ont réussi à joindre le geste à la parole, pour emprunter l'expression du directeur de l'OMC, M. Pascal Lamy. Cependant, s'il y a une chose dont nous pouvons être certains, c'est que les événements du week-end dernier relanceront probablement les négociations et en accéléreront le rythme, mais il reste à voir si ces appels aboutiront à des négociations concrètes « donnant-donnant » qui sont critiques pour conclure les modalités.

## **Les dirigeants du G-20 et de l'APEC apportent leur soutien à la conclusion de Doha**

Il ne devrait surprendre personne que les dirigeants mondiaux aient apporté leur soutien à une conclusion rapide du Cycle de Doha, étant donné les appels successifs que divers pays ont lancés pour que le commerce soit placé au premier rang de la reprise économique mondiale. Par conséquent, le commerce figurait dans le peloton de tête des points inscrits à l'ordre du jour du sommet du G-20 qui s'est déroulé en Corée les 11 et 12 novembre et du Forum de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) qui s'est tenu les 13 et 14 novembre au Japon, d'autant plus que le gouvernement Obama était disposé à faire vigoureusement la promotion du commerce afin de stimuler ses propres exportations et favoriser la création d'emplois aux États-Unis.

Pourtant, la semaine a commencé par un grave contretemps, car les États-Unis et la Corée du Sud n'ont pas été capables de conclure leur accord de libre-échange en suspens (ALE KORUS), que l'on était nombreux à considérer comme un indicateur du sérieux avec lequel les Américains envisageaient dorénavant de conclure des accords commerciaux. Les deux pays n'ont pas réussi à résoudre leurs différences au sujet du bœuf américain et de l'accès au marché de l'automobile pour la Corée du Sud.

« [traduction] Nous sommes convenus qu'il fallait plus de temps pour régler les questions détaillées et de demander aux ministres du Commerce de parvenir à un accord mutuellement acceptable dans le meilleur délai », a déclaré le président de la Corée du Sud, M. Lee Myung-bak. Les observateurs ont qualifié l'échec de l'ALE KORUS de « désastre » pour les États-Unis, car cet accord bilatéral était censé être le point culminant du voyage du président Obama en Asie, ce qui a porté d'aucuns à douter que les États-Unis soient prêts à épouser sincèrement le libre-échange.

Quoi qu'il en soit, l'échec de la conclusion du KORUS peut, d'une certaine façon, avoir donné un coup de pouce au Cycle de Doha, car les dirigeants du G-20 sont convenus de donner au directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy, le signal « fort » qu'il attendait de leur part pour propulser les négociations commerciales mondiales vers la phase finale.

Les dirigeants du G-20 se sont félicités des efforts qu'ont déployés les hauts fonctionnaires de Genève pour raviver les négociations grâce à des séances de remue-ménages et ont réitéré leur « [traduction] ferme engagement à enjoindre à nos négociateurs d'entreprendre des négociations globales afin d'amener rapidement le Cycle de Doha pour le développement à une conclusion réussie, ambitieuse, globale et équilibrée, conformément au mandat du Cycle de Doha pour le développement et de construire sur le progrès déjà réalisé. »

« [traduction] Nous reconnaissons que 2011 est un créneau critique, bien que serré, et que l'engagement de nos représentants doit s'intensifier et s'amplifier. Nous devons désormais terminer la phase finale, ont déclaré les dirigeants du G-20. Nous prenons l'engagement, lorsque nous serons parvenus à ce résultat, d'obtenir au besoin la ratification dans nos systèmes respectifs. »

La déclaration de l'APEC au sujet du Cycle de Doha s'inscrit presque rigoureusement dans la même ligne de pensée, en donnant son aval « [traduction] aux progrès réalisés par les groupes de négociation à Genève et en prenant des mesures pour enjoindre à nos représentants à Genève et aux hauts fonctionnaires de s'engager davantage dans des négociations dynamiques portant sur le fond dans tous les forums et dans toutes les configurations appropriés, et en leur accordant la latitude nécessaire pour le faire. »

## « La conjoncture favorable de 2011 »

Les déclarations du G-20 et de l'APEC ne fixent pas de date précise pour la conclusion des pourparlers, comme ce fut le cas dans les déclarations antérieures, dans lesquelles les dirigeants exhortaient à une conclusion des négociations avant la fin de 2010.

« [traduction] Conscients que 2011 sera un « créneau de conjoncture favorable » d'une importance critique, nous enjoignons à nos ministres de donner à nos représentants les moyens d'entreprendre des négociations globales, animés par un sentiment d'urgence à l'égard la phase finale, en prenant appui sur les progrès réalisés, notamment pour la conclusion des modalités, conformément au mandat de Doha », est-il dit dans la déclaration de l'APEC de cette année, qui reconnaît que l'établissement de nouveaux délais n'a pas joué en sa faveur.

Cette fois, on a plutôt insisté sur la nécessité d'exploiter la « conjoncture favorable de l'année prochaine » pour accroître l'intensité des négociations et les guider vers la ligne d'arrivée avant que le contexte politique se complique de nouveau en 2012 (année au cours de laquelle diverses élections présidentielles doivent se dérouler – plus particulièrement aux États-Unis).

Les observateurs considèrent cependant que 2011 est le délai de facto pour le Cycle, même si, dans la déclaration, l'on n'a pas suggéré de date précise pour conclure les pourparlers.

De fait, de nombreux dirigeants présents à Séoul ont fait entendre leur soutien pour que Doha soit conclu l'année prochaine. C'est le cas du premier ministre britannique, M. David Cameron, cité dans un article du *Financial Times*, dans lequel il qualifie le Cycle de « [traduction] cause d'embarras internationale » et insiste « qu'il faut réaliser quelque chose l'année prochaine, en 2011 ». La même date a été citée par la chancelière allemande, M<sup>me</sup> Angela Merkel, qui appelle de ses vœux une issue heureuse pour Doha « l'année prochaine ».

Par ailleurs, la proposition d'assouplissement quantitatif 2 (QU2) de la Réserve fédérale américaine, qui a pour objet d'acheter quelque 600 milliards de dollars en bons du Trésor jusqu'au milieu de 2011, a fait naître des craintes en Europe que la QU2 fasse baisser le dollar américain qui est déjà faible et nuise par la suite à la reprise déjà fragile de la zone euro en réduisant encore la compétitivité de l'UE (bien que l'on puisse faire valoir que l'Allemagne devrait être exclue) par suite du poids de sa devise par rapport au dollar.

Par conséquent, les dirigeants de l'UE croient que la façon la plus efficace de stimuler la croissance mondiale en période de limitation budgétaire consiste à libéraliser davantage le commerce mondial, ce qui explique qu'ils poussent fermement pour la conclusion du Cycle de Doha.

Le commissaire au Commerce de l'UE, le ministre Karel de Gucht, a déclaré au Parlement européen, le 9 novembre, que la Commission vise la conclusion du Cycle de Doha « comme une affaire urgente, qui doit être conclue au plus tard à la fin de 2011 ». M. De Gucht prévoit qu'une mini-ministérielle sera convoquée en 2011 et envisage une conférence ministérielle du G-5 (Brésil, Chine, UE, Inde et États-Unis) peu après Séoul, afin d'amplifier l'élan qui y aura été donné.

Entre-temps, le gouvernement Obama campe sur ses positions : que les membres soient suffisamment courageux pour « [traduction] faire les compromis nécessaires pour que le commerce mondial fonctionne pour toutes les économies », en d'autres termes, que les économies émergentes commencent par ouvrir leur marché aux produits industriels américains.

Et comme nous sommes sur le sujet des produits industriels, le représentant au Commerce des États-Unis, M. Michael Punke, a avoué qu'il a remarqué un changement de comportement de la part des négociateurs des économies émergentes – particulièrement de la Chine – qui jusqu'à présent avaient refusé de s'engager dans les négociations dites sectorielles.

M. Punke a déclaré au Bureau of National Affairs, un service de publication d'information dont le siège se trouve à Washington, que la Chine s'est davantage engagée à discuter de l'approche du panier proposée par le Japon dans les négociations sectorielles de l'AMNA et de l'approche fondée sur les grappes pour les Services, mais que cela ne s'est pas encore traduit par des négociations véritables.

« [traduction] Nous avons le sentiment qu'on est vivement intéressé à essayer de réaliser des progrès en 2011, mais à présent, nous devons mettre tout cela à l'épreuve. La clé est ce qui se passera lorsque nous essayerons de négocier », a déclaré M. Punke au BNA.

## Comment interpréter tout ceci?

Il semble certainement plus facile pour la Chine de s'engager davantage à répondre aux préoccupations américaines au sujet des tarifs sectoriels que pour le Brésil, par exemple. Les Chinois sont perçus comme d'éventuels gagnants de la prétendue approche du panier présentée par le Japon, car elle pourrait tirer parti de l'accroissement de l'accès aux marchés dans des secteurs tels que les produits électroniques.

Cette analyse ne s'applique guère aux autres pays émergents, particulièrement au Brésil, qui a jadis déclaré que la participation obligatoire aux négociations sectorielles se soldera par une perte de centaines de millions de dollars dans ses secteurs en herbe (produits chimiques, machinerie et produits électroniques).

Bien que dans sa déclaration, le G-20 demande que l'on exploite entièrement la conjoncture favorable de 2011, le ministre des Finances du Brésil, M. Guido Mantega, demeure sceptique au sujet des chances de conclure le PDD l'année prochaine, affirmant que le Cycle doit être considéré comme « mort », à moins qu'une entente soit conclue sur la base de ce qui se trouve actuellement sur la table (textes sur les projets de modalités de décembre 2008).

Pour ce qui est de l'Inde, elle a déjà déclaré qu'elle n'était pas en position de répondre aux exigences des États-Unis, car elle « [traduction] a déjà vidé ses poches ». Elle ne peut envisager que d'apporter des changements marginaux dans la situation où elle se trouve, de déclarer l'ambassadeur de l'Inde auprès de l'OMC, M. Jayant Dasgupta.

On attend des ambassadeurs qu'ils fassent le bilan du résultat des conférences du G-20 et de l'APEC avec le directeur général, M. Pascal Lamy, pendant la semaine du 22 novembre, et qu'au cours de cette réunion, ils décident de quelle façon poursuivre les pourparlers.

## Prochains événements

- Sommet du G-20, 11-12 novembre 2010, Séoul
- Coopération économique Asie-Pacifique (APEC), 13-14 novembre 2010, Yokohama
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 18 novembre 2010, mars, juin, septembre et novembre 2011
- Semaine de l'AMNA, 22 novembre 2010
- Forum mondial de l'OCDE sur l'agriculture, 29-30 novembre 2010, Paris
- Consultations sur l'agriculture, semaine du 6 décembre 2010
- Conseil général, 14-15 déc. 2010
- Sommet du G-20 sur l'agriculture, mai 2011 (à confirmer)
- Conférence ministérielle de l'OMC (CM8), 15-17 décembre 2011

*Genève en bref* est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez visiter : [www.producteurslaitiers.ca](http://www.producteurslaitiers.ca), [www.poulet.ca](http://www.poulet.ca), [www.lesoeufs.ca](http://www.lesoeufs.ca), [www.leseleveursdedindonducanada.ca](http://www.leseleveursdedindonducanada.ca), [www.cbhema.com](http://www.cbhema.com)

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254